



Chapitre I-1

LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL

Application de la loi. **1.** Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi.

S. R. 1964, c. 71, a. 1.

INTERPRÉTATION

- Interprétation: **2.** Dans la présente loi, à moins que le contexte ne comporte un sens différent:
- « acheteur »;* 1° « acheteur » désigne toute personne qui acquiert ou prend en location d'un vendeur, par une vente en détail au Québec, un bien mobilier;
 - « ministère du revenu »;* 2° « ministère du revenu » signifie le ministère du revenu du Québec;
 - « bien mobilier »;* 3° « bien mobilier » signifie tout bien qui n'est pas un immeuble d'après les lois du Québec et comprend le gaz et l'électricité, et aussi le service de téléphone;
 - « sous-ministre »;* 4° « sous-ministre » désigne le sous-ministre du revenu;
 - « ministre »;* 5° « ministre » désigne le ministre du revenu;
 - « personne »;* 6° « personne » désigne et inclut tout individu, société, compagnie, corporation, association, succession, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;
 - « prix de vente », « prix d'achat »;* 7° « prix de vente » ou « prix d'achat » signifie le prix en argent, et aussi la valeur de services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé, et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur, comme prix de l'objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d'installation de l'objet vendu, tous frais d'intérêt, de finance et de service, tous frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;
 - « province »;* 8° « province » signifie la province de Québec;
 - « vente »;* 9° « vente » comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat où, pour un prix ou toute autre considération, une personne livre ou s'oblige à livrer à une autre personne un bien mobilier, ainsi que tout contrat par lequel une personne accorde à une autre per-

- sonne la jouissance d'un bien mobilier pendant un certain temps moyennant un loyer ou prix que celle-ci s'oblige de lui payer;
- « *vente en détail* »; 10° « *vente en détail* » signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente, de location ou de relocation;
- « *usager* »; 11° « *usager* » signifie toute personne qui, au Québec, utilise un bien mobilier, pour son usage propre ou pour l'usage de toutes autres personnes à sa charge;
- « *vendeur* »; 12° « *vendeur* » signifie toute personne qui vend en détail au Québec quelque bien mobilier, pour fins de consommation ou d'usage, et non de revente;
- « *détaillant* »; 13° « *détaillant* » signifie une personne dont l'établissement est en dehors du Québec mais qui y sollicite, par l'entremise de représentants ou par distribution de catalogues ou d'autres moyens de publicité, des commandes de biens mobiliers de personnes résidant ordinairement au Québec ou y faisant affaire, pour consommation ou usage au Québec par elles-mêmes;
- « *détaillant* »; « *détaillant* » comprend aussi une personne qui, agissant comme représentant d'une maison d'affaires en dehors du Québec, sollicite, reçoit ou accepte de personnes résidant ordinairement au Québec ou y faisant affaires des commandes de biens mobiliers pour livraison au Québec, aux fins d'usage et de consommation au Québec par elles-mêmes, lorsque la maison d'affaires qu'il représente n'est pas enregistrée comme détaillant au Québec;
- « *règlement* »; 14° « *règlement* » signifie tout règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi;
- « *maison mobile* ». 15° « *maison mobile* » signifie une construction mobile érigée sur un châssis et conçue pour être utilisée, avec ou sans fondation permanente, comme habitation unifamiliale lorsqu'elle est raccordée aux services adéquats.

S. R. 1964, c. 71, a. 2; 1968, c. 31, a. 1; 1971, c. 26, a. 1; 1977, c. 27, a. 1.

ENREGISTREMENT

Certificat d'enregistrement.

3. 1. Aucun vendeur ne doit vendre en détail au Québec des biens mobiliers à moins que, sur sa demande, un certificat d'enregistrement ne lui ait été émis en vertu de la présente loi et ne soit en vigueur au temps de la vente.

Entrepreneur,
manufacturier, importateur
ou grossiste.
Demande.

Tout entrepreneur, manufacturier, importateur ou grossiste, qui fait affaires au Québec, a la même obligation.

2. La demande pour l'obtention d'un certificat d'enregistrement doit être transmise au sous-ministre.

Émission et garde.

3. Ce certificat d'enregistrement doit être émis par le sous-ministre ou par toute autre personne qu'il peut désigner. Il doit être

	gardé à la principale place d'affaires du vendeur au Québec, et ne peut être transféré.
Refus, suspension ou annulation du certificat.	4. Le ministre peut refuser d'émettre ce certificat d'enregistrement à toute personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi. Il peut également, dans le cas d'une personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi, suspendre ou annuler le certificat émis.
Renseignements.	5. Les renseignements suivants sont requis quand un certificat est demandé: <ul style="list-style-type: none"> a) Par une ou plusieurs personnes faisant affaires sous un nom collectif ou raison sociale, — leurs noms et adresses; b) Par une société, — le nom et l'adresse de chaque associé; c) Par une corporation, un club, une association ou un syndicat, — le nom et l'adresse du président, s'il réside au Québec; sinon, le nom et l'adresse de son gérant ou représentant résidant au Québec, de même que l'adresse de sa place d'affaires au Québec.
Certificat exigible de certaines entreprises.	6. Un certificat d'enregistrement est aussi exigible en tout temps de toute personne qui exploite une entreprise appartenant à une catégorie d'entreprises définie par règlement comme faisant habituellement des acquisitions de biens mobiliers en dehors du Québec. Les paragraphes 2 à 5 s'appliquent à un tel certificat.
Entrée en vigueur.	Tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe entre en vigueur à la date de sa publication dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> ou à toute date ultérieure qui y est fixée.
	S. R. 1964, c. 71, a. 3; 1971, c. 26, a. 2.
Certificat d'enregistrement requis.	4. 1. Aucun détaillant ne doit expédier, livrer ou faire livrer un bien mobilier à une personne résidant ordinairement au Québec ou y faisant affaires, pour consommation ou usage au Québec par elle-même, à moins que sur sa demande, un certificat d'enregistrement ne lui ait été délivré en vertu de la présente loi et ne soit en vigueur au temps de l'expédition ou livraison.
Application.	2. Les paragraphes 2 à 5 de l'article 3 s'appliquent au certificat d'enregistrement requis par le présent article.
	S. R. 1964, c. 71, a. 4.
Cautionnement.	5. Le ministre peut exiger comme condition de l'enregistrement de celui qui n'a ni résidence, ni place d'affaires au Québec, un cautionnement dont il fixe le montant.
Cautionnement.	Le ministre peut aussi exiger de toute personne, comme condition de l'émission ou du maintien en vigueur d'un certificat d'enregistrement en son nom, un cautionnement dont le ministre établit le montant en tenant compte du montant de la taxe que cette personne devait remettre à l'égard des six mois précédant la date à laquelle le cautionnement est exigé, si cette personne:

- a) a été trouvée coupable d'une infraction à la présente loi;
- b) est insolvable; ou
- c) doit des impôts ou des taxes en vertu d'une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du revenu (chapitre M-31), et ne conteste pas son obligation de payer ces impôts ou taxes devant le tribunal compétent.

S. R. 1964, c. 71, a. 5; 1971, c. 26, a. 3; 1972, c. 22, a. 98.

IMPÔT

Taxe de vente. **6.** Afin de pourvoir aux besoins du service public du Québec, chaque acheteur doit, lors d'une vente en détail, au Québec, payer à Sa Majesté aux droits du Québec une taxe égale à 8% du prix d'achat de tout bien mobilier; s'il s'agit d'une location, cette taxe est payable à l'époque prescrite par les règlements adoptés à cette fin par le gouvernement.

S. R. 1964, c. 71, a. 6; 1966-67, c. 34, a. 1; 1968, c. 31, a. 2.

Achats en dehors du
Québec. Rapport.
Païement.

7. Toute personne résidant ordinairement au Québec ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui y soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage au Québec par elle-même, doit immédiatement en faire rapport au sous-ministre, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à Sa Majesté aux droits du Québec la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payable si ce bien avait été acheté à une vente en détail au Québec, sauf lorsque cette taxe a été perçue par le détaillant.

S. R. 1964, c. 71, a. 7; 1971, c. 26, a. 4.

Taxe sur bien employé
pour usage personnel.

8. Toute personne qui emploie à son usage ou pour sa consommation un bien mobilier qu'elle avait acheté pour revendre doit, à la date où elle commence à faire usage ou consommation de ce bien, payer au ministre la même taxe qui eût été payable si ce bien avait été acheté à une vente en détail au Québec, sauf si elle avait payé cette taxe lors de l'achat.

S. R. 1964, c. 71, a. 8; 1966-67, c. 34, a. 2; 1968, c. 31, a. 3; 1971, c. 26, a. 5.

- Achat d'un bien mobilier pour une fin prévue au paragraphe y de l'article 17. **9.** Toute personne qui a acheté un bien mobilier à l'une des fins prévues au paragraphe y de l'article 17 doit, à la date où elle commence à en faire usage ou consommation à une autre fin, payer au ministre, sur la valeur de ce bien, une taxe au taux prévu à l'article 6.
- 1976, c. 20, a. 1.
- Achat d'un bien mobilier pour une fin prévue au paragraphe y de l'article 17. **10.** Toute personne qui emploie à son usage ou pour sa consommation un bien mobilier qu'elle a produit à l'une des fins prévues au paragraphe y de l'article 17 doit, à la date où elle commence à en faire usage ou consommation à une autre fin, payer au ministre, sur la valeur des biens visés audit paragraphe, une taxe au taux prévu à l'article 6.
- 1976, c. 20, a. 1.
- Calcul. **11.** La taxe établie par la présente loi doit être calculée séparément sur chaque achat ou location et toute fraction d'un cent doit être comptée comme un cent entier.
- S. R. 1964, c. 71, a. 9; 1968, c. 31, a. 4.
- Prix déterminé par le ministre. **12.** Lorsque le prix d'achat ou le loyer d'un bien mobilier imposable est inférieur à la valeur réelle du bien ou de sa location, qu'il n'est pas spécifié ou qu'il est confondu avec le prix d'achat ou le loyer de biens ou de services non imposables, le ministre peut déterminer le prix d'achat ou le loyer qui doit servir de base à l'imposition prévue à la présente loi.
- S. R. 1964, c. 71, a. 10; 1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 1; 1972, c. 28, a. 1.
- Perception lors de la vente. **13.** Que le prix soit stipulé payable comptant, à terme, par versements ou de toute autre manière, la taxe imposée par l'article 6 doit être perçue par le vendeur ou détaillant lors de la vente ou s'il s'agit d'une location, à l'époque prescrite par les règlements, sur tout le prix du contrat et transmise par lui au ministre en la manière prescrite par le gouvernement.
- Indication séparée. La taxe doit, dans tous les cas, être indiquée séparément du prix de vente sur tout écrit constatant la vente, sur toute facture et dans les livres comptables du vendeur.
- S. R. 1964, c. 71, a. 11; 1968, c. 31, a. 5; 1971, c. 26, a. 6.
- Mandataire du ministre. **14.** Le vendeur ou détaillant doit agir, dans ces cas, comme mandataire du ministre, tenir et rendre compte des montants ainsi perçus

et les lui transmettre au ministère du revenu, au plus tard le quinzième jour de chaque mois pour le mois de calendrier précédent, même si aucune vente ou livraison donnant lieu à la taxe n'a été faite durant le mois.

S. R. 1964, c. 71, a. 12.

Indemnité pour perception.

15. Le ministre peut allouer aux vendeurs et détaillants, pour la perception de la taxe et sa remise à la province, toute indemnité que pourra déterminer le gouvernement.

S. R. 1964, c. 71, a. 13.

Retenue au cas
d'entrepreneur non
résident.

16. Toute personne qui fait exécuter un travail au Québec par un entrepreneur qui n'y a ni résidence, ni place d'affaires, doit, si ce dernier ne lui fournit pas la preuve de son enregistrement, retenir huit pour cent du prix et en faire remise au ministre.

S. R. 1964, c. 71, a. 14; 1966-67, c. 34, a. 3.

EXEMPTIONS

Exemptions.

17. L'impôt prévu par la présente loi ne s'applique pas:

- a) Aux obligations et actions de corporations;
- b) À tous autres titres, valeurs mobilières, ou monnaies;
- c) À toutes transactions faites par l'entremise de Canadian Commodity Exchange, Inc.;
- d) Aux créances, droits d'action, droits incorporels, annuités, primes d'assurances;
- e) À la bière, au cidre et au tabac;
- f) À la gasoline, au kérozène et à l'huile à chauffage;
- g) Aux vitamines, aux tisanes et aux substances végétales servant à les préparer et aux denrées alimentaires sauf les friandises, et sauf l'alcool, les vins, les spiritueux et les eaux gazéifiées additionnées d'une essence ou d'un sirop, qui ne sont pas vendus dans un établissement au sens de la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (chapitre T-3);
- h) Aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou un apiculteur, et provenant de son exploitation;
- i) Aux outils, instruments aratoires, outillages de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis ou pris en location par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux harnais, bestiaux, fils métalliques ou treillis pour clôtures, également acquis ou pris en location par un agriculteur de bonne foi pour le besoin de sa ferme, ni aux chevaux;
- j) Aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche achetés

ou pris en location par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier, ni aux remorqueurs et navires de charge ou à passagers autres que les yachts de plaisance;

k) À l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;

l) Aux médicaments livrés sur prescription de médecin, aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie non plus qu'aux prothèses dentaires, aux appareils auditifs, aux lentilles ophtalmiques destinées à soulager ou corriger les défauts de la vue et aux montures qui supportent de telles lentilles;

m) Au prix des places en tramways, autobus, bateaux, chemins de fer ou autres moyens de transport terrestre, naval ou aérien, ni aux taux de péage;

n) Au prix d'admission à un lieu d'amusement, défini par la Loi concernant les droits sur les divertissements (chapitre D-14);

o) Aux ventes au gouvernement du Canada, au gouvernement du Québec, à un organisme dont les actions, le capital ou les biens sont possédés dans une proportion d'au moins 90 pour cent par le gouvernement du Québec ou à une corporation dont tout le capital-actions émis, sauf les actions de qualification, appartient à un tel organisme;

p) Aux ventes faites à la fabrique ou aux syndicats d'une paroisse pour les fins du culte, ou à une société, compagnie ou corporation de cimetière pour les fins du cimetière, ou à un centre hospitalier pour les fins de son oeuvre;

q) Aux ventes faites par autorité de justice;

r) Aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce au Québec, lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors du Québec, pour consommation ou usage en dehors du Québec;

s) Aux repas;

t) Aux périodiques et livres imprimés; aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques et plumes réservoir;

u) Aux messages télégraphiques;

v) Aux grains et moutures, graines de semence, fertilisants, insecticides, fongicides et herbicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainage pour fins agricoles;

w) Au charbon, au bois de chauffage et à la glace;

x) Aux ventes pour un prix de vingt-cinq cents ou moins;

y) Aux ventes de biens mobiliers devant être composants d'un bien mobilier destiné à la vente, aux ventes de matières de conditionnement, c'est-à-dire celles qui, sauf l'électricité et le gaz, se consomment ou se dégradent rapidement en pourvoyant de qualités spécifiques un bien mobilier, autre qu'un repas, destiné à la vente, ainsi qu'aux ventes de biens mobiliers devant être composants de telles matières de conditionnement;

z) À la vente de matériel de production utilisé, à l'état de meuble ou d'immeuble, directement ou indirectement, durant les douze mois de sa mise en opération ou, selon le cas, durant toute la période de

son utilisation si celle-ci est inférieure à douze mois, par une personne d'une catégorie autre que celles que détermine le ministre en vertu de l'article 20:

i. principalement à la production de biens mobiliers, autres que les repas et les services dont celui du téléphone, destinés à la vente, ou

ii. principalement à la conception ou à la production de matériel de production ou de matières de conditionnement utilisés à la production des biens mobiliers visés au sous-paragraphe i;

aa) Sous réserve de l'article 19, aux ventes d'électricité ou de gaz qu'une personne d'une catégorie autre que celles que détermine le ministre en vertu de l'article 20 utilise à la production de biens mobiliers, autres que les repas et les services dont celui du téléphone, destinés à la vente ou à la conception ou à la production de matériel de production ou de matières de conditionnement utilisés à la production de tels biens mobiliers, soit comme agent direct de production, soit pour actionner du matériel de production;

ab) Aux ventes de maisons mobiles, à l'exclusion des meubles meublants, qui ont déjà été vendues au détail au Québec ou y ont déjà été utilisées comme habitations unifamiliales;

ac) À 50% du prix de vente de maisons mobiles, à l'exclusion du prix de vente des meubles meublants, qui n'ont jamais fait l'objet d'une vente en détail au Québec, n'y ont jamais été utilisées comme habitations unifamiliales et rencontrent les normes prévues par règlement.

S. R. 1964, c. 71, a. 15; 1968, c. 31, a. 6; 1970, c. 22, a. 1; 1970, c. 15, a. 27; 1971, c. 48, a. 161; 1973, c. 17, a. 170; 1974, c. 17, a. 10; 1975, c. 26, a. 1; 1976, c. 20, a. 2; 1977, c. 27, a. 2.

Vente de machinerie industrielle.

18. 1. Toute vente de machinerie industrielle effectuée après le 18 avril 1972 et avant le 12 mai 1976 est exemptée de la taxe prévue à l'article 6.

Vente de machinerie industrielle.

2. Toute machinerie industrielle apportée au Québec après le 18 avril 1972 et avant le 12 mai 1976 est exemptée de la taxe imposée en vertu de l'article 7.

Restriction.

3. Les exemptions prévues aux paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas à la location de machinerie industrielle.

Définition.

4. Aux fins du présent article, la machinerie industrielle est celle utilisée pour la fabrication et la transformation de produits, mais ne comprend pas l'équipement de bureau, le matériel roulant et l'équipement destiné au chauffage, à l'éclairage et à la ventilation des édifices.

1972, c. 28, a. 2; 1975, c. 26, a. 2; 1976, c. 20, a. 3.

Application du paragraphe *aa* de l'article 17.

19. Aux fins d'application du paragraphe *aa* de l'article 17, toute personne doit établir à la satisfaction du ministre la valeur de l'élec-

tricité et celle du gaz sujettes à l'exemption prévue audit paragraphe sous réserve qu'au moins 10% de la valeur de toute l'électricité achetée par cette personne est imposable.

1976, c. 20, a. 4.

Catégories de personnes
visées aux paragraphes z et
aa de l'article 17.

20. Aux fins des paragraphes z et aa de l'article 17, les catégories de personnes que le ministre peut déterminer sont celles dont les activités consistent principalement:

- a) à rendre des services personnels ou professionnels, ou
- b) à vendre des biens mobiliers qu'elles n'ont pas produits mais auxquels elles peuvent avoir apporté certaines modifications avant la livraison au consommateur.

La détermination prévue au premier alinéa se fait au moyen de la publication d'un avis dans la *Gazette officielle du Québec* et prend effet le jour de telle publication.

1976, c. 20, a. 4.

COMPTES, RAPPORTS ET INSPECTION

Tenue de comptes.

21. 1. Le vendeur ou détaillant, comme mandataire du ministre, doit tenir compte de l'impôt perçu et en rendre compte, le tout en la forme et de la manière prescrites par le ministre.

Attestation.

2. L'exactitude du compte rendu doit être attestée par un affidavit ou une déclaration solennelle du vendeur ou détaillant.

Entrepreneurs,
manufacturiers.

3. Le ministre peut obliger tout entrepreneur, manufacturier, importateur, grossiste, détaillant ou vendeur à tenir, en la forme qu'il prescrit, un état de tous achats et de toutes ventes de biens mobiliers par lui faites, et à lui remettre toute copie ou extrait de cet état, en tout temps et de telle façon qu'il juge à propos. Il peut également obliger toute compagnie de finance à conserver ses contrats le temps qu'il prescrit et à lui en remettre copie.

Inspection de documents.

4. Le ministre peut, par demande transmise par poste recommandée ou certifiée ou signifiée personnellement, exiger de toute personne, dans le délai raisonnable qu'il fixe, tout renseignement ou la production de livres, lettres, comptes, factures, états financiers ou autres documents qu'il juge nécessaires à l'application de la présente loi.

S. R. 1964, c. 71, a. 16; 1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 2; 1966-67, c. 34, a. 4; 1971, c. 26, a. 7; 1975, c. 83, a. 84.

Rapports des vendeurs.

22. Toute personne à qui un certificat d'enregistrement a été délivré en vertu de la présente loi doit faire au ministère du revenu, des

rapports en la forme et au temps que le ministre peut prescrire, et y joindre tous renseignements requis.

S. R. 1964, c. 71, a. 17.

INFRACTIONS ET PEINES

Infractions et peines.

23. 1. Toute personne qui:

a) ne fournit pas un rapport ou tout autre document ou renseignement, en la manière et à l'époque prescrites en vertu de la présente loi ou des règlements; ou

b) étant mandataire du ministre, refuse ou néglige de percevoir la taxe, d'en tenir compte, d'en faire rapport ou d'en faire remise, le tout conformément aux dispositions de la présente loi ou des règlements,

commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars pour chaque jour que dure l'infraction.

Infractions et peines.

2. Toute personne qui:

a) vend dans le Québec des biens mobiliers, sans être munie d'un certificat d'enregistrement encore valide, ou contrevient autrement aux articles 3 ou 4 ou aux règlements;

b) agissant comme représentant d'une maison d'affaires non enregistrée comme vendeur ou détaillant dans le Québec, sollicite, reçoit ou accepte de personnes y résidant ordinairement ou y faisant affaires, des commandes de biens mobiliers pour livraison dans le Québec aux fins d'usage et de consommation dans le Québec par elles-mêmes; ou

c) contrevient au deuxième alinéa de l'article 13,

commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq mille dollars.

S. R. 1964, c. 71, a. 20; 1971, c. 26, a. 13 (*partie*); 1972, c. 25, a. 8.

Peine pour omission de remettre les taxes.

24. Toute personne qui omet, dans le temps prescrit, de faire rapport et remise des taxes qu'elle a perçues, devait percevoir ou devait payer, encourt une peine de cinq pour cent de ces taxes ou, si ce pourcentage résulte en une somme inférieure à dix dollars, une peine de dix dollars, en sus de ces taxes et intérêts.

Peine additionnelle.

La peine établie à l'alinéa précédent est encourue de nouveau le seizième jour de chaque mois qui suit la date à laquelle le paiement de la première peine devenait exigible. Cependant, le montant total de telles peines se rapportant à une même omission ne doit pas excéder cinq fois celui de la première peine.

1971, c. 26, a. 13.

Refus de payer. Peine.

25. Toute personne qui contrevient aux dispositions des articles 6,

7 ou 8 de la présente loi, est coupable d'une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en plus du paiement de l'impôt et des frais, d'une amende de pas moins de dix dollars et de pas plus de mille dollars, et, à défaut de paiement de l'amende, de l'impôt et des frais, d'un emprisonnement d'un mois.

S. R. 1964, c. 71, a. 21.

Peine pour évasion fiscale.

26. 1. Toute personne qui, volontairement, élude ou tente d'éluder le paiement, la perception ou la remise des taxes prévues par la présente loi, est passible d'une peine, que fixe le ministre, d'au moins vingt-cinq pour cent et d'au plus cinquante pour cent du montant de la taxe dont cette personne a éludé ou tenté d'éluder le paiement, la perception ou la remise.

Énoncé ou omission dans déclaration.

2. Si une personne, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un énoncé ou une omission dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse fait ou produit en vertu de la présente loi, ou y participe ou y acquiesce, et s'il résulte de cet énoncé ou de cette omission que la taxe qui serait à payer ou à remettre par cette personne, si elle était cotisée d'après les renseignements fournis, est inférieure à la taxe qu'elle doit payer ou remettre, cette personne encourt une peine de vingt-cinq pour cent de la différence entre ces deux montants.

Peines non cumulatives.

3. Nul n'encourt, à l'égard d'un même énoncé ou d'une même omission, à la fois la peine prévue au paragraphe 1 et celle prévue au paragraphe 2, ou à la fois une peine prévue au présent article et le paiement d'une amende prévue aux articles 23 ou 25, à moins que, dans ce dernier cas, la peine n'ait été imposée avant que ne soit intentée la poursuite donnant lieu à l'amende.

S. R. 1964, c. 71, a. 22; 1971, c. 26, a. 14.

POURSUITES

Injonction.

27. En plus des recours spécialement prévus par la présente loi pour toute violation de ses dispositions, Sa Majesté aux droits du Québec peut demander à un juge de la Cour supérieure d'émettre un bref d'injonction contre toute personne qui vend des biens mobiliers sans avoir au préalable obtenu ou sans détenir un certificat d'enregistrement encore valide, lui ordonnant de cesser de vendre des biens mobiliers tant qu'un certificat d'enregistrement ne lui aura été émis ou réémis, et que tous les frais n'aient été payés.

Caution.

Le sous-ministre du revenu est dispensé de l'obligation de fournir caution.

Procédure.

À tous autres égards les dispositions du Code de procédure civile

concernant les brefs d'injonction s'appliquent aux brefs d'injonction mentionnés dans le présent article.

S. R. 1964, c. 71, a. 24.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Convention avec vendeurs.

28. Dans le but de faciliter la perception et la remise de l'impôt établi par la présente loi, ou de prévenir le double paiement de cet impôt sur le même bien mobilier, le ministre peut faire avec un vendeur ou détaillant telles conventions qu'il jugera à propos et telles conventions seront sujettes à la présente loi.

S. R. 1964, c. 71, a. 26.

Certificat requis du
non-résident voulant ester
en justice.

29. Celui qui n'a ni résidence, ni place d'affaires au Québec ne peut y intenter ou continuer aucune poursuite en recouvrement d'une créance découlant de la vente ou livraison d'un bien à une personne qui y réside ou y fait affaires, s'il ne détient un certificat d'enregistrement délivré en vertu de la présente loi.

Cette incapacité est reconnue d'office par le tribunal et ses officiers.

Reconnaissance
d'incapacité.
Validité des procédures.

Cependant, les procédures faites nonobstant cette incapacité sont valides par l'obtention subséquente du certificat d'enregistrement.

S. R. 1964, c. 71, a. 27.

Privilège.

30. Toute somme due à la couronne en vertu de la présente loi constitue une dette privilégiée prenant rang immédiatement après les frais de justice.

S. R. 1964, c. 71, a. 30.

Règlement.

31. Le gouvernement peut faire des règlements non incompatibles avec la présente loi et jugés nécessaires pour:

a) définir les expressions «matériel de production» et «production» aux fins d'application des paragraphes z et aa de l'article 17;

b) mettre à exécution les dispositions de la présente loi selon leur sens véritable ou en vue de suppléer à toute omission.

Entrée en vigueur.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée; ils peuvent aussi, une fois publiés et s'ils en disposent ainsi, s'appliquer à une date antérieure à leur publication mais non antérieure à l'année en cours.

S. R. 1964, c. 71, a. 31; 1976, c. 20, a. 5.

COMPENSATION AUX MUNICIPALITÉS

Compensation tenant lieu d'imposition d'une taxe. **32.** Les municipalités ont droit à une compensation payable sur le fonds consolidé du revenu pour tenir lieu du droit d'imposer une taxe sur la vente en détail.

Montant. Cette compensation est le quart de la taxe perçue en vertu de la présente loi pendant chaque exercice financier à partir du 1^{er} avril 1967.

Répartition. Elle est répartie pour chaque exercice comme suit.
1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3; 1966-67, c. 34, a. 8.

Mode. **33.** Chaque municipalité reçoit:

- 1° La moitié du quart de la taxe perçue dans son territoire;
- 2° Une part, proportionnelle à sa population, d'un montant égal à 40% du quart de la taxe perçue dans sa région économique;
- 3° Une part, proportionnelle à sa population, d'un montant égal à 10% du quart de la taxe perçue dans l'ensemble des régions économiques.

1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3; 1966-67, c. 34, a. 9.

Montant minimum. **34.** Nonobstant l'article 33, toute municipalité recevra pour chaque exercice financier un montant au moins égal à celui qu'elle a reçu pour l'exercice financier 1964-1965 suivant l'article 13 du chapitre 28 des lois de 1964.

1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3.

Restriction. **35.** Aucune municipalité ne recevra en vertu de l'article 33 pour les exercices financiers ci-après mentionnés un montant dépassant la proportion du montant mentionné à l'article 34 qui est indiquée en regard de cet exercice comme suit:

Exercice financier	Proportion
1965-66.....	4/3
1966-67.....	5/3
1967-68.....	6/3

1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3.

- Restriction.** **36.** A partir de l'exercice financier 1968-1969, aucune municipalité ne recevra en vertu de l'article 33 un montant dépassant une fois et demie le montant reçu pour l'exercice financier précédent.
1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3.
- Répartition proportionnelle à la population.** **37.** Si à la fin de la période visée à l'article 35 le montant total distribué pour cette période aux municipalités n'atteint pas le total de la compensation prévue à l'article 32, la différence sera répartie après la fin du dernier exercice financier entre toutes les municipalités en proportion de leur population.
Détermination de la population. Pour les fins de cette répartition, la population de chaque municipalité sera déterminée en additionnant le chiffre de sa population indiqué au dernier dénombrement reconnu en vertu de l'article 42 et le double du chiffre de sa population indiqué au recensement fait en 1961 par le gouvernement du Canada, et en divisant par trois la somme ainsi obtenue.
Date de versement. Le montant qui doit être ainsi réparti sera versé au cours de l'exercice financier 1968/69.
Territoires non organisés. Les municipalités qui ont été formées dans un territoire non organisé entre le 1^{er} juin 1961 et le 1^{er} avril 1967 ont droit de recevoir, au cours de ce même exercice, le tiers de la somme qui leur serait alors versée si elles bénéficiaient de cette répartition de la même façon que les autres municipalités; leur part sera établie d'après leur population indiquée au dernier dénombrement reconnu en vertu de l'article 42.
1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3; 1968, c. 31, a. 7.
- Répartition.** **38.** Si, après la fin de l'exercice financier 1968/69 et de chaque exercice subséquent, le montant total distribué aux municipalités pour cet exercice, sans tenir compte du versement effectué en vertu de l'article 37, n'atteint pas le total de la compensation prévue à l'article 32, la différence sera alors répartie entre toutes les municipalités en proportion de leur population indiquée au dernier dénombrement reconnu en vertu de l'article 42.
1968, c. 31, a. 8.
- Montant payable.** **39.** Nonobstant les articles 33 à 38, aucune municipalité ne doit recevoir moins de \$5 par personne dont est formée sa population.
1969, c. 32, a. 1.

- Epoque du versement.** **40.** Le ministre du revenu verse la compensation aux époques qui étaient fixées pour la remise aux municipalités de la taxe de vente perçue pour leur compte et de façon à remettre à chaque échéance un montant au moins égal au montant remis à pareille échéance pour l'exercice financier 1964-1965.
1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3.
- Sommes comprises dans la taxe.** **41.** Pour les fins des articles 32 à 39, la taxe perçue en vertu de la présente loi comprend toute somme perçue pour le compte d'une municipalité à titre de taxe municipale sur la vente en détail et toute somme ainsi perçue est censée comprise dans la part de la compensation attribuée à cette municipalité.
1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3; 1968, c. 31, a. 9; 1969, c. 32, a. 2.
- Détermination de la population.** **42.** Pour les fins des articles 33 et 39, la population d'une municipalité est celle qui est indiquée au dernier dénombrement fait pour l'ensemble du Québec et reconnu valide à ces fins par le gouvernement.
- Territoire non organisé ou annexé.** Lorsqu'un territoire non organisé est formé en municipalité ou est annexé à une municipalité après la date du dernier dénombrement fait en vertu de l'alinéa qui précède, ou lorsque partie du territoire d'une municipalité est annexée à une autre municipalité après le 13 juin 1969, la population de ce territoire est, jusqu'à la date du dénombrement suivant, celle qui est indiquée par le gouvernement. La population ainsi indiquée par le gouvernement sert aussi pour les fins de l'article 38.
1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3; 1966-67, c. 34, a. 10; 1969, c. 32, a. 3; 1973, c. 32, a. 5; 1975, c. 71, a. 5.
- Cas de fusion ou d'annexion.** **43.** Au cas de fusion de municipalités ou d'annexion totale, la population de la municipalité nouvelle ou subsistante est celle de l'ensemble et le montant reçu au cours d'un exercice financier antérieur est le total reçu par l'ensemble.
- Cas d'annexion partielle.** Au cas d'annexion partielle, le montant de la compensation payable à chaque municipalité touchée par l'annexion est ajusté à compter de la date de l'entrée en vigueur de l'annexion en tenant compte de la population du territoire annexé, déterminée suivant l'article 42.
1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3; 1969, c. 32, a. 4.
- Dispositions révoquées.** **44.** Toutes dispositions législatives ou conventionnelles touchant le partage du produit d'une taxe municipale sur la vente en détail sont révoquées à compter du 1^{er} avril 1965.

Réserve. Cependant la ville de Montréal doit recevoir à même le quart de la taxe perçue dans la région économique de Montréal les sommes qu'elle avait droit de prélever sur le produit de la taxe municipale sur la vente en détail ou de la compensation en tenant lieu, à titre de contribution au Fonds du conseil des arts de Montréal ou au déficit d'exploitation de la Régie de la Place des Arts. En conséquence le montant égal à 40% du quart de la taxe perçue dans cette région économique ne sera partagé proportionnellement à la population qu'après ces prélèvements. Cependant, pour les fins des articles 34 à 38, le montant sera censé avoir été partagé sans ces prélèvements.

1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3; 1968, c. 31, a. 10.

Territoire. **45.** Pour les fins des articles 32 à 44:

- a) chaque région économique est formée des municipalités dans le territoire mentionné en regard de son nom dans l'annexe;
- b) les cités et villes font partie des comtés mentionnés;
- c) les comtés de Québec, Hull et Saint-Maurice, l'Île-Jésus et l'Île-de-Montréal comprennent tout le territoire adjacent qui ne fait pas partie des comtés voisins.

1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3.

Interprétation. **46.** Dans les articles 32 à 45, le mot «municipalité» ne vise que les municipalités locales.

1965 (1^{re} sess.), c. 27, a. 3.

Compensation. **47.** Chaque municipalité de comté a droit de recevoir une compensation payable sur le fonds consolidé du revenu, égale au tiers de la taxe perçue en vertu de la présente loi dans les territoires non organisés qu'elle administre, pendant les exercices financiers 1965/66 et 1966/67, et égale au quart de cette taxe pendant chacun des exercices financiers subséquents.

1968, c. 31, a. 12.

ANNEXE

(Article 45)

LES 14 RÉGIONS ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

Région	Désignation	Comtés ou territoires compris
1	Gaspésie.....	Bonaventure Gaspé-Est Gaspé-ouest Îles-de-la-Madeleine
2	Bas-Saint-Laurent	Kamouraska L'Islet Matane Matapédia Rimouski Rivière-du-Loup Témiscouata
3	Saguenay—Lac-Saint-Jean .	Chicoutimi Lac Saint-Jean-Est Lac Saint-Jean-Ouest
4	Québec.....	Charlevoix-Est Charlevoix-Ouest Montmorency N° 1 Montmorency N° 2 Portneuf Québec
5	Chaudière	Beauce Bellechasse Dorchester Frontenac Lévis Lotbinière Montmagny
6	Mauricie	Champlain Maskinongé Nicolet Saint-Maurice

TAXE DE VENTE

Région	Désignation	Comtés ou territoires compris
7	Bois-Francis	Arthabaska Drummond Mégantic Wolfe
8	Cantons-de-l'Est	Brome Compton Missisquoi Richmond Shefford Sherbrooke Stanstead
9	Richelieu	Bagot Beauharnois Chambly Châteauguay Huntingdon Iberville Laprairie Napierville Richelieu Rouville Saint-Hyacinthe Saint-Jean Soulanges Vaudreuil Verchères Yamaska
10	Montréal	Ile-Jésus Ile-de-Montréal
11	Laurentides	Argenteuil Berthier Deux-Montagnes Joliette Labelle L'Assomption Montcalm Terrebonne

TAXE DE VENTE

Région	Désignation	Comtés ou territoires compris
12	Outaouais	Gatineau Hull Papineau Pontiac
13	Abitibi—Témiscamingue	Abitibi Témiscamingue
14	Côte-Nord—Nouveau-Québec	Ashuanipi Mistassini Saguenay

1965 (1^{re} sess.), c. 27, annexe.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 71 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre I-1 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 71

Chapitre I-1

LOI DE L'IMPÔT SUR
LA VENTE EN DÉTAIL

LOI CONCERNANT
L'IMPÔT SUR LA VEN-
TE EN DÉTAIL

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 8	1 - 8	
8a	9	
8b	10	
9	11	
10	12	
11	13	
12	14	
13	15	
14	16	
14a		Abrogé 1972, c. 25, a. 1
15	17	
par. a - w	par. a - w	
par. x		Abrogé 1977, c. 27, a. 2
par. y	par. x	
par. z	par. y	
par. aa	par. z	
par. ab	par. aa	
par. ac	par. ab	

TAXE DE VENTE

S.R. 1964, c. 71

L.R. 1977, c. I-1

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

par. ad

par. ac

15a

18

15b

19

15c

20

16

21

16a

Abrogé 1972, c. 25, a. 2

17

22

17a

Abrogé 1972, c. 25, a. 3

17b - 17c

Abrogés 1972,
c. 25, a. 4

17d

Abrogé 1971, c. 26, a. 9

17e

Abrogé 1972, c. 25, a. 5

17f

Abrogé 1972, c. 25, a. 6

17g - 17j

Abrogés 1972,
c. 25, a. 7

17k

Abrogé 1971, c. 26, a. 11

18 - 19

Abrogés 1971,
c. 26, a. 12

20

23

par. 2

par. 2

s.-par. a - b

s.-par. a - b

s.-par. c

Implicitement abrogé
1972, c. 25, a. 2

s.-par. d

s.-par. c

20a

24

21

25

22

26

23

Abrogé 1972, c. 25, a. 9

24

27

TAXE DE VENTE

S.R. 1964, c. 71

L.R. 1977, c. I-1

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
25		Abrogé 1971, c. 26, a. 16
25a		Abrogé 1971, c. 26, a. 17
26	28	
27	29	
28		Abrogé 1972, c. 25, a. 10
29		Abrogé 1972, c. 25, a. 11
30 - 31	30 - 31	
32		Abrogé 1972, c. 25, a. 12
33	32	
34	33	
35	34	
36	35	
37	36	
38	37	
38a	38	
38b	39	
39	40	
40	41	
41	42	
42	43	
43	44	
44	45	
45		Abrogé 1969, c. 32, a. 5

TAXE DE VENTE

S.R. 1964, c. 71

L.R. 1977, c. I-1

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

46 - 47

46 - 47

Annexe

Annexe

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

